

14 Port-Gentil

Vie des partis politiques/Energie du peuple indépendant (EPI) Massala Tsangou, nouveau président

SYM
Port-Gentil/Gabon

L'annonce a été faite samedi dernier lors d'un point-presse. Entouré des représentants des partis membres de la Coalition pour la Nouvelle République, le nouveau président remplace à ce poste Fulbert Mayombo Mbendjanyo, décédé le 19 septembre 2018 à Libreville.

C'EST au cours d'un conseil extraordinaire du bureau exécutif, tenu les 8 et 9 mars 2019 à Libreville, que M. Massala Tsangou, alors vice-président du parti, a été porté à la tête de l'Energie du peuple indépendant (EPI), une formation politique se réclamant de l'opposition. Ce, en attendant l'organisation du prochain conseil national ordinaire. D'ores et déjà, le nouveau président appelle les militants et sympathisants à se mobiliser, à se mettre au travail et à relancer les activités politiques sur le ter-



M. Massala Tsangou, nouveau président de l'EPI, ...

Photo : Koumou



... à l'occasion de son point-presse.

Photo : Koumou

rain, afin de mieux préparer les assises annoncées. « L'heure est désormais au travail, dans le strict respect des statuts et du règlement intérieur du parti car, il y va de l'avenir de notre famille politique », a-t-il déclaré. Tout en reconnaissant la nécessité pour chacun d'œuvrer à la consolidation des valeurs démocratiques et républicaines, d'unité nationale et de respect de

la dignité humaine, M. Massala Tsangou dénonce le « climat délétère dans le pays, qui fait que les investisseurs rechignent à courir le risque d'investir leur argent. » Une situation imputable, selon lui, à la « mauvaise gestion » de certaines structures comme la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), la Caisse nationale de sécurité so-

ciale (CNSS)... Et aussi à cause de la « spoliation des épargnants de La Poste, et autres. » Le nouveau président de EPI a également évoqué la question de la suppression des bourses aux lycées collégiés. Non sans insister sur l'insécurité galopante et la recrudescence des crimes dans notre pays, etc.

Tour de ville

Mode chaussures en mains



Photo : Julie Ngumbi

La grande saison des pluies bat son plein à Port-Gentil et sur l'ensemble du pays. La ville de sable, plate et à la nappe phréatique à fleur de surface, est durement frappée par des inondations. Une situation aggravée par l'absence d'un assainissement approprié. Face au débordement des eaux pluviales, les résidents de la périphérie n'ont pas d'autre alternative pour protéger leurs chaussures que de les tenir dans les mains. Le cas, ainsi qu'on peut le constater, de cette colonne d'élèves du CES Bac-Aviation. Vivement l'aboutissement du projet de construction du grand canal!

Attention danger !



Photo : Julie Ngumbi

Une crevasse sur un pont situé sur la route de Ntchengue, au sud de Port-Gentil, constitue, depuis plusieurs mois, une sérieuse menace pour les usagers. La planche qui y a été introduite par une personne de bonne volonté pour signaler le danger, n'est pas assez expressive pour alerter les passants. Or, l'ouvrage s'affaisse progressivement. Les TP et la mairie sont interpellés pour effectuer rapidement des réparations.

Effectué par RAD

Éducation

La grève des enseignants sans salaires issus des grandes écoles se poursuit



Photo : CNE

Aristide Nso, porte-parole des grévistes, lors du point-presse.

CNE
Port-Gentil/Gabon

En grève depuis le 7 janvier dernier, les enseignants des grandes écoles nationales affectés dans la capitale économique se sentent abandonnés à eux-mêmes. Dans un point-presse tenu il y a quelques jours, ils dénoncent cette situation.

A l'instar de leurs collègues de Libreville la semaine écoulée, les enseignants sortis des grandes écoles nationales de formation (ENI, ENSET, ENS, INJS) affectés dans la province de l'Ogooué-Maritime ont tenu un point-presse le week-end écoulé à leur piquet de grève, sis à la direction d'Académie provinciale.

En grève depuis le 7 janvier 2019, ces fonctionnaires disent ne plus savoir à quel saint se vouer et sur quel pied danser, au regard de la situation d'abandon qui est la leur. « Après notre formation, nous avons été déployés sur l'ensemble du territoire national le 15 mars 2016, sans salaire », a rappelé le porte-parole des grévistes à l'entame de son propos. Ajoutant: « Malgré tous nos efforts, nos situations administratives et financières restent inchangées. » A en croire les intéressés, le gouvernement conditionnerait à nouveau « le basculement effectif » de ces fonctionnaires à un énième « recensement des enseignants sans salaires ». Si cette opération a bel et bien eu lieu à Libreville, les grévistes s'offusquent contre la non-prise en



Photo : CNE

Les enseignants grévistes exhibant leurs revendications.

compte des cas de l'intérieur du pays. Pour ces agents de l'Etat, les efforts fournis par les pouvoirs publics à ce jour n'ont pu atteindre les résultats escomptés. De même, ces fonctionnaires dénoncent l'« attitude hostile » de certains responsables d'établissement à leur endroit depuis le lancement de leur mouvement. « Certains collègues font l'objet de menaces et d'intimidations au quotidien. Nous attirons l'attention des chefs d'établissement du secondaire, des directeurs des pré-primaires et primaires de la province de l'Ogooué-Maritime et d'ailleurs, sur le fait que le débrayage que nous observons depuis 3 mois n'a rien de personnel. Nul besoin de rappeler que nos revendications sont la conséquence d'une vie pré-

caire depuis 3 ans pour certains, et 4 ans pour d'autres », ont-ils dénoncé. Aussi, « prenons-nous à témoin la communauté nationale et internationale en matière d'éducation, de formation, de travail et des droits de l'homme, en l'occurrence, l'Unesco, l'Unicef, l'OIT et le HCDH, que le gouvernement de la République sera tenu pour seul responsable de toute sorte de débordement que son laxisme et son insensibilité actuels pourraient causer si jamais cette situation continuait à être entretenue », ont-ils prévenu. Les enseignants grévistes ont, par ailleurs, appelé l'ensemble de la corporation, sur le plan national, à la remobilisation et à la solidarité face à leur situation.